

Pour contrer la crise globale du capitalisme

Un programme écosocialiste concret et mobilisateur

par Marc Bonhomme

bonmarc@videotron.ca
www.marcbonhomme.com

La crise grecque du printemps dernier a démontré que la réalité infernale des « programmes d'ajustement structurel » jusqu'ici réservé aux pays dépendants depuis une génération a désormais atteint les pays impérialistes pour, là aussi, creuser les inégalités, aggraver la pauvreté, réduire en peau de chagrin les services publics et les programmes sociaux et précariser les emplois. Les inondations pakistanaises sans précédent de cet été, démonstration on ne peut plus claire, après les incendies de forêt en Russie, de l'effet de la croissance des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, ont vu leurs conséquences sociales démultipliées par le délabrement politique d'un pays embrigadé par l'impérialisme dans sa guerre contre le terrorisme. Ces deux catastrophes ont cruellement illustré la pertinence et l'urgence d'une révolution anticapitaliste pour transformer radicalement non seulement le système de production mais aussi son envers, le modèle de consommation.

On ne voit pas d'autre solution que la construction d'une société démocratique et égalitaire par une humanité réconciliée avec la nature dont elle est une partie intégrante. Cet écosocialisme vise à substituer à la primauté de la valeur d'échange celle de la valeur d'usage. La maximisation des profits et son corollaire, la loi de la concurrence comme loi fondamentale réglant les rapports sociaux, interdit non pas une révolution technologique — pensons à celle du moteur électrique et à explosion d'il y a un siècle — mais empêche qu'une telle révolution soit soumise à l'impératif de la maximisation du bien-être également réparti et démocratiquement décidé étant entendu que l'humanité débarrassée de l'exploitation et de l'oppression ne décidera pas de se suicider collectivement.

Ceci dit menace le piège du confort des discours idéologiques, lesquels risquent de faire de l'écosocialisme une nouvelle idéologie à la mode comme l'a été le « développement durable » en son temps et comme pourrait le devenir le « socialisme du XXI^{ie} siècle » aujourd'hui. Difficile de résister à la tentation de se gargariser de mots pour fuir la pénible réalité d'un terrain ravagé par les défaites et les démissions. Pourtant, pour un parti de gauche de la rue, élaborer un programme c'est concrétiser l'alternative en utilisant et en remodelant le tissu économique et social légué par la dure histoire du capitalisme du XX^{ie} siècle et de ses douloureux avatars dit socialistes... tout comme de ses rêves échoués d'indépendance nationale.

Incarner politiquement l'écosocialisme sur le terrain des vaches des rapports sociaux réellement existants dont la récente conjoncture est la pénible expression — mais on sent la colère couver

sous la braise et prête à bondir dans la rue — c'est redonner corps à l'espoir qu'un autre monde est possible. Il ne s'agit pas de ne pas tenir compte du lugubre air du temps même si un coup de vent pourrait le balayer. Proposer des nationalisations à droite et à gauche dans l'état actuel du peu de confiance en soi du prolétariat, c'est-à-dire du bas niveau de sa conscience de classe, ne résulterait qu'en des monstres bureaucratiques à la mode de l'ex-URSS. Vaut mieux proposer des modes de contrôle populaire pour permettre au prolétariat de se faire la main.

Par contre, l'histoire récente des révolutions anti-impérialistes en Amérique andine a démontré la pertinence et la possibilité de la (semi)-nationalisation de l'exploitation du secteur de l'énergie pour l'indépendance nationale. Mais ces révolutions n'étant pas anticapitalistes, ni la question de l'expropriation ni celle du contrôle populaire — ni la contradiction de s'appuyer sur le pétrole pour développer le « socialisme du XXI^è siècle » — n'ont été abordés ou si peu, et encore moins les mêmes problématiques vis-à-vis du secteur stratégique de la finance. Par contre, lors du pire moment jusqu'ici de la crise économique en 2008, dans la panique générale, les néo-keynésiens et même les néolibéraux lucides ont préconisé la nationalisation des banques (et du secteur automobile aux États-Unis) à leur valeur, soit alors presque rien, pour sauver le système, ce qui fut partiellement et temporairement fait aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

Il faudrait envoyer aux douches un anticapitaliste qui ne s'enfoncerait pas dans la brèche en retournant sur sa tête une telle occasion. Il est illusoire de prétendre imposer au capitalisme une radicale redistribution du revenu et un tout autant tournant écologiste sans l'expropriation du haut de la pyramide stratégique du capital et sans contrôle populaire sur le restant.

La raison d'être d'un parti de gauche, s'il est anticapitaliste, est de rassembler les luttes sociales en leur donnant un sens politique car « *...que peut accomplir la résistance quand l'horizon des attentes s'est effondré ?* » (Daniel Bensaïd). La mobilisation dans la rue pour la moindre réforme ne peut faire le plein d'énergie sans la perspective d'une alternative concrète au capitalisme, sans que les militantes ne se sentent parti pris d'un grand projet de société qui réconcilie l'intensité de leurs efforts avec la modicité du but immédiat.

Rappelons que la seule solution du capitalisme à sa crise globale, après de trompeuses gesticulations néo-keynésiennes, réminiscences de « trente glorieuses » qui ont été en leurs temps la résultante — on l'oublie facilement — d'un rapport de force mondial pré-révolutionnaire qui n'a pas abouti, est un aveugle approfondissement des mêmes politiques libre-échangistes. Ce néolibéralisme discrédité, dut-il se parer de l'habit trompeur de *capitalisme vert*, est désormais gros d'un âge de ténèbres (*dark ages*) mondial.

<i>TABLE DES MATIÈRES</i>	
Mise en contexte : Une crise systémique qui s'installe à demeure	page 3
1. L'argent n'est économiquement et politiquement plus un problème	page 5
2. L'indépendance contre le capital financier et rentier	page 6
3. Cent milliards \$ d'infrastructures écologiques sur cinq ans	page 8
Non au capitalisme vert et à son auto électrique	page 9
4. Pour une souveraineté alimentaire libérée de l'agro-industrie	page 13
5. La solidarité prolétarienne en lieu de la « consommation de masse »	page 17
6. À des crises mondiales, une solidarité mondiale	page 21

13 septembre 2010

Mise en contexte : Une crise systémique qui s'installe à demeure

Tout indique que la crise économique en rémission depuis un an, cependant atténuée au Canada et encore plus au Québec par rapport à la plupart des autres pays dit développés, entre dans une deuxième phase amorcée par la crise grecque qui a entraîné la plupart des pays de l'Union européenne même si pour l'instant les exportations allemandes de machinerie vers la Chine et consorts ont ralenti la dégringolade. Maintenant, la crise se répercute aux ÉU et, tôt ou tard, se répercutera au Canada et au Québec à moins d'une vente de feu anti-écologique et peu créatrice d'emplois de nos ressources naturelles.

Cette stratégie restera possible en autant que l'Asie de l'Est et du Sud continue de tirer à pleine vapeur la locomotive anti-écologique de la croissance consumériste, jusqu'à un absurde bouchon de circulation routière de plus de 100 kilomètres pendant des semaines, quoique surcapacités (automobile, acier) et bulles (immobilier) fassent là aussi leur apparition obligeant le gouvernement chinois à tenter de ralentir la cadence.

Rien de surprenant. La prétendue solution à la crise a été de transférer le fardeau des dettes privées à la dette publique sans mettre au pas les banques — au contraire en les sauvant sans contrepartie par la mise à leur disposition directement et indirectement de 10 à 13 mille milliards \$ — et sans redistribuer le revenu national vers le bas pour soutenir le pouvoir d'achat — au contraire en s'attaquant encore plus féroce aux salaires et aux services publics. Pourtant, les programmes de stimulations budgétaire et fiscale — en majorité des travaux publics peu écologiques et des rabais d'impôt peu avantageux aux bas salariés — ne sont pas ou peu renouvelés.

Les gouvernements complaisants acquiescent au chantage des banques pour qui la priorité est la garantie de la capacité des gouvernements de rembourser ces pompiers-pyromanes sans danger d'un moratoire du service de la dette publique ni de la réduction de la dette publique par l'inflation. En effet, alors que le système judiciaire oblige au remboursement des dettes privées, aucune institution ne peut obliger les États, surtout les États puissants, à rembourser leurs dettes surtout ceux qui empruntent en monnaie nationale qui peut facilement être dévaluée par la banque centrale tout simplement par le financement des déficits publics par la « planche à billet » appelé dorénavant *quantitative easing*. Cette création monétaire, les ÉU et la Grande-Bretagne l'ont fait et continuent de le faire alors que le Canada, où les banques n'ont jamais été en difficulté, l'a indirectement fait au début 2009 pour généreusement soutenir ses banques (environ 200 milliards \$) prétendument pour assurer leur capacité concurrentielle.

Un scénario de retour de la crise pour de nouveau sauver les banques, comme c'est déjà presque le cas pour l'Union européenne, est donc loin d'être improbable. Au Canada et au Québec, le sur-endettement du prolétariat n'a jamais cessé de progresser, contrairement aux ÉU et à la Grande-Bretagne, à tel point qu'il y a danger d'éclatement d'une bulle hypothécaire made in Canada. Ce à quoi il faut ajouter le nouvel endettement public même s'il n'a pas l'ampleur de celui des autres pays du G-7. Il n'est donc pas exclu, cette fois, que les grandes banques canadiennes soient atteintes d'autant plus qu'une partie de plus en plus importante de leur bilan se trouve aux ÉU où la crise est actuellement plus forte qu'au Canada.

Si le Canada, tout comme l'Australie, a été jusqu'ici moins touché que la plupart des autres pays impérialistes, c'est principalement parce qu'il contribue davantage à la crise écologique avec ses sables bitumineux, son pétrole off-shore et autres ressources naturelles malmenant les écosystèmes. Pourtant, malgré le silence radio après l'échec de Copenhague en

décembre 2009, on constate dramatiquement cet été les effets du réchauffement climatique que ça soit en Russie, au Pakistan, en Chine, au Venezuela ou dans les prairies canadiennes et en Colombie britannique, sans compter la catastrophe écologique du Golfe du Mexique due à la dépendance pétrolière du système de production capitaliste qui mène au reniement légal et illégal de toute prudence environnementale.

Parce que les secteurs financier et automobile, très durement touchés par la crise, sont peu présents au Québec par rapport par exemple à l'Ontario, parce que les industries textile, du vêtement et forestière étaient depuis longtemps en crise, parce que les investissements hydro-québécois (et la réfection d'urgence du système routier) étaient déjà embrayés en grande vitesse, parce qu'aussi l'économie québécoise est relativement diversifiée, dont un non négligeable secteur de fabrication de matériel de transport collectif, et parce que les systèmes sociaux y sont relativement plus robustes par rapport aux autres provinces et aux États-Unis, la crise a encore moins frappé le Québec que le Canada.

Tournant le dos à ces avantages comparatifs, voilà que le Québec rêve de « s'albertiser » à coups de gaz de schiste, qui en termes de pollution est aux gaz naturels ce que sont les sables bitumineux au pétrole dit conventionnel, de pétrole gaspésien et off-shore dans le Golfe St-Laurent et de tout aussi polluantes mines d'uranium de la Côte-Nord à l'Ungava, sans compter l'harnachement hydroélectrique du moindre ruisseau pour des fins d'exportation... avec son cortège de dévastation écosystémique, à grande ou à petite échelle, et des mines à ciel ouvert quitte même à exproprier des quartiers d'habitation.

Quelque soit le degré d'ampleur de la crise dans chacun des pays impérialistes et peu importe les particularités nationales de stratégie de sortie de crise de chacun, le consensus des bourgeoisies des pays impérialistes est le rétablissement de la compétitivité des pays dit développés par rapport au BRIC (Brésil, Chine, Inde, Russie) devenu l'atelier du monde sur la base de salaires de misère... alors que justement le prolétariat chinois vient de passer à la contre-offensive en gagnant de substantielles hausses de salaire et, même si les monopoles médiatiques demeurent discrets sur le sujet, en empêchant de plus en plus les privatisations.

Il s'agit de réduire le salaire direct (le chèque de paye) et le salaire social (services publics et assurances sociales). Ce remède de cheval s'applique d'abord aux économies relativement les plus socialisées et aux pays les plus faibles dans la hiérarchie impérialiste, comme les pays méditerranéens de l'Union européenne, et aux régions de certains pays qui ont les mêmes caractéristiques telles la Californie et l'Illinois aux États-Unis et le Québec au Canada. D'où le budget Libéral et l'entente Front commun-gouvernement concoctée par des bureaucraties étatique et syndicales qui ont intériorisé cette manière de voir... et qu'un grand nombre de syndicats et de syndiqués s'apprêtent à rejeter.

1. L'argent n'est économiquement et politiquement plus un problème

Du point de vue de la gauche, l'éternel goulot d'étranglement du « cadre financier » est désormais résolu comme en témoigne l'ampleur de la dizaine de milliers de milliards de dollars mis mondialement à la disposition des banques dont des centaines de milliards au Canada. Bien sûr, on peut nier la réalité de ces avances de fonds alloués en prétendant que tout n'est qu'échange de papier qui affecte peu en apparence le déficit et par le fait même la dette publique même si la croissance de cette dernière est non négligeable. C'est là confondre forme et substance. Si tous ces placements, prêts et garantis étaient jugés rentables pour le capital financier, il les aurait fait lui-même quitte à exiger un taux d'intérêt ou des frais en fonction du risque. Si l'État s'est substitué au capital financier pour accomplir ses fonctions essentielles de pompe à crédit du capitalisme, c'est que ce dernier avait bien compris qu'au plus fort de la crise il n'y avait pas de lumière au bout du noir tunnel.

La première tâche financière d'un parti politique anticapitaliste est de mobiliser ces fonds disponibles mais pas aux dépens du prolétariat pour sauver les banques et les monopoles manufacturiers en déroute comme ceux de l'automobile, même par de pseudo-nationalisations qui laissent de facto leur gouverne aux actionnaires-spéculateurs. Au contraire, il s'agit d'éliminer ces pompiers-pyromanes qui après avoir été à la source de la crise économique ont réquisitionné l'État pour les rescaper même quand ce n'était pas nécessaire comme au Canada. Si, dans la première phase de la crise le capital financier a favorisé une intervention massive de l'État, que ce soit par l'intermédiaire d'une hausse importante du déficit budgétaire ou d'un alourdissement significatif du bilan de la banque centrale et autres institutions financières étatiques comme la Société canadienne d'hypothèque et de logement, pour la deuxième phase qui s'annonce, il exige des politiques drastiques d'austérité pour assurer la solvabilité de l'État sans hausse, et même des baisses, de l'imposition des revenus du capital et du capital accumulé.

C'est là l'annonce d'un retour à la politique étatique de la crise 1929-1933 que les sommités capitalistes avaient jusqu'ici évitée et dont les conséquences sont clairement visibles en Grèce, en Espagne, en Irlande et très bientôt en Grande-Bretagne, le premier pays du G-7 qui se voit imposer les remèdes de cheval du capital aux abois. Comme quoi si l'on chasse le naturel — entendons par là la loi de la concurrence, dont celle fiscale, dans un marché en peau de chagrin — il revient au galop. Il n'y a pas trente-six solutions pour en finir avec la dictature du capital financier.

- 1. Exproprier, sans indemnité, toutes les institutions financières et socialiser leur gestion en remettant leur contrôle aux représentants de leurs travailleurs, déposants, emprunteurs et aux délégués de l'État. En un mot, les institutions financières doivent devenir un service public démocratisé**
- 2. Garantir les dépôts populaires — c'est-à-dire ceux en deçà d'un certain seuil — de tout genre, y compris ceux dans les fonds de pension, et le remboursement des parts des petits actionnaires, y compris celles des fonds communs de placement**
- 3. Rendre public les livres de compte de toutes les entreprises, entre autre sur Internet, afin de démasquer et d'interdire la fuite des capitaux dans les paradis fiscaux, le déguisement des profits, la pyramide des produits dérivés et la vente des hypothèques sur le marché secondaire**
- 4. Contrôler par la taxation et par la réglementation la spéculation sur les opérations de change et les placements et investissements internationaux**

2. L'indépendance contre le capital financier et rentier

On objectera que le Québec n'est qu'une province canadienne sans pouvoir significatif sur le capital financier. Voilà une raison cruciale de lutter en toute urgence pour l'indépendance et non pas pour laisser tomber la lutte contre le capital financier. Un parti anticapitaliste se doit de saisir le maillon faible de la Confédération canadienne, la question nationale québécoise ; de comprendre l'histoire du peuple québécois faite de conquête, de rébellion écrasée dans le sang, de constitution imposée, de conscription forcée, d'occupation armée, de rejet de l'autodétermination référendaire et du mépris des commandites ; de réaliser que bon an mal an la volonté souverainiste, malgré le lâchage péquiste, oscille entre 40 et 50% malgré une inquiétante baisse récente et une désaffection de la jeunesse qui doivent être une raison supplémentaire d'agir rapidement et avec force.

Un parti de gauche ira chercher l'énergie libératrice enfouie dans l'histoire d'oppression plus que bi-séculaire de la nation québécoise. Il la fusionnera, sans l'instrumentaliser, avec la haine des banques et du patronat que le déploiement de la crise ne manquera pas de susciter. La crise permet de donner à la revendication de l'indépendance sa pleine signification de gauche, qui dépasse de loin son aspect purement constitutionnel et linguistique, non seulement vis-à-vis Ottawa, siège du pouvoir politique fédérale, mais aussi vis-à-vis Bay Street, siège du capital financier canadien.

Ce renouvellement anticapitaliste de l'indépendantisme est d'autant plus nécessaire que l'axe pétrolier Toronto-Calgary, avec son emphase sur la rente, s'est définitivement substitué à l'axe moribond « Canada central » Toronto-Montréal dont la dominante était le profit manufacturier, lequel est déjà et sera de plus en plus frappé de plein fouet par la crise. Non seulement l'indépendantisme en devient-il plus pertinent économiquement mais aussi socialement car la rente a toujours été la base matérielle du capitalisme le plus réactionnaire, particulièrement envers les femmes, les gays/lesbiennes, les minorités de couleur et les autochtones, ce que les politiques du parti Conservateur ont amplement démontré.

Au dernier sommet du G-20 de Toronto, le Canada fut le pays impérialiste qui a le plus poussé à revenir au plus tôt à l'équilibre budgétaire. Le Canada tend à devenir un pays rentier avec ses investissements massifs dans le pétrole issu des sables bitumineux qui furent aussi importants en 2007, année précédant la crise, que l'ensemble des investissements manufacturiers. La crise politique canadienne, dont la base est la question nationale québécoise depuis le début des années 70 marquant la fin des « trente glorieuses », s'était envenimée suite à la remontée du prix des matières premières après la crise économique-politique étasunienne de 2000-01. Le huard s'était rapidement apprécié vis-à-vis du dollar aux dépens de la manufacture ontarienne et québécoise parce que la base économique des provinces de l'Ouest et des territoires est la production de richesses naturelles (pétrole, charbon, potasse, uranium, céréales).

Le transfert massif de la production manufacturière mondiale et de certains services informatiques aux pays du BRIC et consorts crée une importante demande de ressources naturelles propice au développement du capitalisme rentier et réactionnaire dont les conservateurs sont certes l'incarnation politique mais auquel les libéraux fédéraux se sont aussi ajustés comme le dénote leur acceptation du développement des sables bitumineux et la fronde d'arrière-garde de l'aile Chrétien du parti contre la direction résolument pro-étasunienne de l'actuel chef. Faut-il ajouter que le Québec n'a ni énergie fossile ni industrie automobile ou à peine mais une importante industrie des moyens de transport public et,

bien sûr, une industrie du bâtiment et de l'ingénierie qui mériteraient, cependant, une bonne dose d'intervention publique pour les nettoyer si ce n'est la nationaliser ?

La domination du Canada sur le peuple québécois crée les conditions d'un développement rentier de l'économie québécoise à base d'exploitation d'énergie fossile et radioactive, de bouleversements d'écosystèmes riverains et de dévastations minières. Une telle économie rentière ne ferait qu'envenimer la corruption de l'industrie de la construction et de ses annexes, complexe asphalte-bois-ciment (ABC) qui est au Québec ce qu'est le complexe auto-acier-finance à l'Ontario. D'autant plus en ces temps de crise économique où la contribution de l'État aux profits est indispensable, que ce soit sous la forme de contrats directs, de PPP, de sous-traitance, d'agences de placement et de règlements restrictifs créant des monopoles (ex. le système des permis pour les garderies à but lucratif).

Une politique énergétique écosocialiste, et non pas une pseudo-indépendance énergétique à la PQ calquée sur la politique énergétique canadienne, autre facette de l'éternel et démobilisateur *p'tit Canada* péquiste, passe par l'indépendance du Québec. Il faut l'aboutissement d'un mouvement de libération nationale pour avoir l'audace d'exproprier le secteur québécois des énergies fossiles et arrêter la privatisation de l'énergie éolienne. Rappelons-nous que lors de l'occupation d'une usine de l'ALCAN en 2004 par ses travailleurs syndiqués appuyés par la population du Saguenay, était exigée la nationalisation des installations hydroélectriques de la compagnie.

- 5. L'indépendance du Québec est une urgence non seulement constitutionnelle et linguistique mais aussi financière, économique et écologique. Elle est la revendication-clef pour libérer l'énergie créatrice du peuple québécois**
- 6. L'indépendance donnera au peuple québécois non seulement le pouvoir constitutionnel mais aussi l'énergie libératrice de la rue pour exproprier et socialiser les banques et autres institutions financières tout comme l'ensemble du secteur énergétique (pétrole, gaz, vent et hydroélectrique resté privé)**
- 7. L'indépendance permettra la mise sur pied de la Banque du Québec et l'instauration d'une monnaie québécoise afin d'encadrer l'expropriation des institutions financières, de mettre en place la nouvelle structure de finance populaire, d'implanter un régime d'investissements anti-crise et écologique et une structure de prix favorisant la conservation énergétique, le transport public et l'agriculture biologique**
- 8. La Régie de l'énergie, tout comme Hydro-Québec, seront contrôlés par un conseil d'administration de représentants des syndicats concernés, des groupes écologistes, des travailleurs-consommateurs et du gouvernement. La Régie devra élaborer un plan énergétique à être approuvé par référendum après avoir été révisé par le Parlement et soumettre un rapport annuel au parlement**
- 9. L'indépendance facilitera le contrôle ouvrier et populaire du corrompu complexe ABC, d'une part par l'instauration de comités syndicaux d'examen des contrats et des comptes de l'entreprise, d'autre part par la transparence complète et publique de tout le système d'appel d'offre depuis le début et d'une reddition de compte annuel au parlement sur la base de rapports d'entreprise et de ceux des comités syndicaux**

3. Cent milliards \$ d'infrastructures écologiques sur cinq ans

Le rapport de 2007 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) issu de l'ONU arrive à la conclusion que les pays impérialistes, étant donné leurs responsabilités historiques, doivent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, par rapport à 1990, de 25 à 40% d'ici 2020 et de 80 à 95% d'ici 2050. Loin d'aller dans la direction recommandée par cette organisation spécialisée de l'ONU, selon Philippe Ciais, du Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement, responsable pour le GIEC des liens entre le système climatique et la biogéochimie, « *Nos émissions de gaz carbonique [pour le monde] ont augmenté de plus de 3 % par an entre 2000 et 2005, contre moins de 1 % entre 1990 et 1999.* » C'est cette contradiction qui explique l'opération dénigrement du GIEC, sur la base de peccadilles, déclenchée par la droite rentière galvanisée par l'échec très prévisible de la conférence de Copenhague étant donné l'état des rapports de force mondial.

Depuis ce rapport de l'ONU, on s'est rendu compte que le réchauffement planétaire est plus rapide qu'anticipé. L'océan Arctique sera libre de glace en été bien avant la fin du siècle comme initialement prévu, causant une absorption supplémentaire de chaleur dû à une diminution de l'effet albédo. On réalise que la fonte du pergélisol arctique dégage beaucoup plus de gaz à effet de serre que prévu sans compter la libération de méthane sous-marin dans l'Océan Arctique russe. On s'aperçoit, en conséquence, que la fonte des gigantesques glaciers du Groenland et d'une partie de l'Antarctique s'accélère, laissant prévoir une rapide et fulgurante montée du niveau de la mer dans les prochaines dizaines d'années. Cette sous-estimation combinée au principe de précaution requiert de viser plutôt les seuils supérieurs déterminés par le GIEC, soit une réduction 40% du niveau de 1990 pour 2020 de la part des pays industrialisés.

L'« Accord des peuples » de Cochabamba voté en mars 2010 suite à l'échec de la conférence de Copenhague rappelle que les effets drastiques sur les pays dépendants tels ceux au Pakistan cet été exigent des objectifs beaucoup plus ambitieux :

« Si la planète se réchauffe de plus de 2° C, comme l'implique le dit « Accord de Copenhague », il y a 50 % de chances que les dommages que subirait notre Terre-Mère soient totalement irréversibles. 20 % à 30 % des espèces seraient en danger d'extinction. De vastes étendues de forêt seraient touchées, les sécheresses et les inondations toucheraient différentes régions de la planète, les déserts s'étendraient et la fonte des pôles et des glaciers dans les Andes et l'Himalaya s'aggraverait. De nombreux états insulaires disparaîtraient et l'Afrique subirait un accroissement de la température de plus de 3° C. De même, la production d'aliments se réduirait à l'échelle mondiale avec des conséquences catastrophiques pour la survie des habitants de vastes régions de la planète, et le nombre de personnes souffrant de famine dans le monde, qui dépasse déjà 1,02 milliard, augmenterait de façon dramatique.

[...] Notre but est d'exiger des pays développés, sur la base du principe des responsabilités historiques communes mais différenciées, qu'ils s'engagent à fixer des objectifs quantifiés en matière de réduction des émissions qui permettent de revenir à des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère de 300 ppm [elles étaient de 385 ppm en 2008 et elles augmentent de 2 à 3 ppm par année, NDLR] et de limiter ainsi l'augmentation de la température moyenne de la planète à un niveau maximum de 1°C. [...] La prochaine Conférence sur le Changement Climatique qui doit avoir lieu en fin d'année au Mexique doit approuver un amendement au Protocole de Kyoto, pour la seconde période d'engagement de 2013 à 2017, qui stipule que les pays développés doivent s'engager à des réductions domestiques significatives d'au moins 50 % par rapport à 1990, l'année de référence, sans prendre en compte les marchés du carbone ou autres systèmes de compensation... »

À la veille de la conférence de Copenhague, le gouvernement Libéral s'était engagé à réduire pour 2020 les émissions de gaz à effet de serre (GES) du Québec de 20% par rapport à

1990. Pour faire bonne mesure, le PQ, après avoir appuyé cette cible de 20% lors de la dernière période électorale, a fait monter les enchères à 25%. L'objectif du gouvernement québécois ne paraît sensationnel que comparé à ceux du Canada et des États-Unis qui, en plus, ont complètement raté leurs objectifs assignés par le protocole de Kyoto pour la période 2008-2012 même si le Québec ne prévoit l'atteindre que de peine et de misère en 2012 seulement. En 2007, le Canada en était à 34% au-dessus de sa cible moyenne 2008-2012, le Québec à 11.5% au-dessus.

Le gouvernement du Québec adore se vanter de sa bonne performance sur la question des GES par rapport au Canada et aux États-Unis mais celle-ci est du tiers inférieure à celle de la Suède et légèrement inférieure à la moyenne de l'Union européenne. Le gouvernement du Québec devrait reconnaître que cette bonne performance n'est pas due au miracle du marché mais à une politique délibérée issue de la Révolution tranquille d'achever la nationalisation des centrales hydroélectriques commencée en 1944 et presque parachevée en 1963 pour en faire un instrument de développement économique et de climatisation des bâtiments. Rappelons que cette politique avait toutefois gravement sous-estimé les dégâts écologiques propres aux barrages et surtout fait fi des droits territoriaux autochtones.

La crise économique, loin d'être un obstacle à la mobilisation des ressources pour régler la crise écologique, crée une ouverture tant politique qu'économique, tout comme pour une multiplication mathématique deux négatifs donnent un positif. Cette crise discrédite une fois pour toute le capitalisme néolibéral tout en démontrant l'abondance latente du financement disponible et en libérant, si l'on peut dire, de la main d'œuvre et des équipements. Il s'agit, pour le prolétariat, de saisir la balle au bond.

Non au capitalisme vert et à son auto électrique

Il est d'autant plus crucial pour la gauche de prendre l'initiative que le capitalisme néolibéral prétend se muer en *capitalisme vert* en étendant l'emprise du marché mondial au carbone atmosphérique. Ce *capitalisme vert*, prévoit bien sûr un peu plus d'efficacité énergétique, d'énergie éolienne et de transport public mais aussi et surtout beaucoup plus d'hydroélectricité (exportée) dans le cadre d'une marchandisation du carbone, sous forme de marché ou de taxe dont l'achat de crédits carbone dans les pays émergents et dépendants (au moins le quart de la cible québécoise de 20%). Ce marché pourrait aller jusqu'à inclure la préservation des forêts, ce qui n'a pas à être ainsi récompensée, d'autant plus que le gouvernement du Québec les a lui-même sacrifiées aux monopoles de la forêt qui les ont pillées jusqu'à la rupture de stock des feuillus et jusqu'au rasage en cours des conifères de la forêt boréale. Quant à la taxe carbone, y compris ses succédanés et imitations comme les péages autoroutiers, l'augmentation des tarifs d'électricité, l'éventuelle taxation de la malbouffe, elle n'est autre chose qu'une régressive taxe de vente qui ne tient aucun compte de la capacité de payer sauf certaines remises partielles pour les plus pauvres qui, d'ailleurs, sont plus touchés en proportion de leur budget.

Le *capitalisme vert* pervertit le développement des énergies éolienne et solaire en les utilisant comme moyens de privatisation du secteur de l'énergie sur le dos des riverains de ces équipements et comme prétexte pour hausser les prix de l'énergie tout en réduisant leur apport à un complément des énergies fossiles et nucléaire et en marginalisant l'efficacité énergétique et la conservation de l'énergie disponibles seulement aux entreprises et individus qui ont le moyen de se les payer. Cette mue se fait sur le dos du prolétariat, par la hausse non compensée du coût de la vie et par le démantèlement ultime des services publics et des programmes sociaux, afin de financer des projets pharaoniques de récupération du carbone, de gazéification du charbon et d'énergie nucléaire sans compter les agro-carburants qui amplifient le problème de la faim et contribuent à la destruction des forêts.

Une particularité souvent oubliée du *capitalisme vert* est la tentation de l'automobile privée (semi)-électrifiée ou encore d'un train à grande vitesse (TGV) électrifié pour gens d'affaires aux dépens des trains de banlieue et inter-cité ralentis par un trafic trop dense sur des voies ferrées en voie de disparition, deux moyens promus entre autre par le Bloc québécois. L'automobile privée, ce gadget sportif des jeunes aristocrates du début du XX^{ie} siècle, loin d'être un libre choix des consommateurs, a été imposé comme moyen de consommation de masse par le complexe auto-pétrole dans la première moitié du siècle passé quitte parfois à s'emparer de systèmes de transport collectif électrifiés (tramways) mais privés pour les démanteler (et mal les remplacer par des autobus à essence compatibles avec la circulation automobile). C'est la généralisation de l'automobile privée qui a permis la généralisation du bungalow, de la ville-tentaculaire et du système auto-routier financé par l'État en lieu et place d'un système de transport collectif public, intra-urbain et inter-urbain, tant pour les marchandises que pour les navetteurs et voyageurs. L'électrification de l'automobile privée n'a pas d'autre but que de perpétuer le statu-quo sous une apparence de changement technologique relevant du « *tout changer pour que rien ne change* ».

L'électrification à terme de l'ensemble de la flotte automobile du Québec, en croissance constante¹, nécessiterait l'harnachement complet des rivières québécoises restantes. On peut certes produire une auto moins énergivore avec une meilleure technologie... jusqu'à une certaine limite. Mais le capitalisme doit produire de plus en plus d'autos... sans limite. Le transport public ? Le capitalisme est pour, surtout Bombardier... mais sans supprimer l'auto individuelle privée. Ailleurs dans le monde, en autant qu'elle parvienne à être une solution technologiquement et économiquement viable dont on est encore loin, cette électrification requerrait un supplément de centrales à énergie fossile et nucléaires et une mobilisation générale des champs d'éoliennes et des centrales solaires dans les déserts et zones semi-arides avec ses déboires écologiques. Pire, la généralisation de l'automobile privée électrique maintiendrait la plaie de l'étalement urbain aux dépens des meilleures terres agricoles du Québec et son corollaire de villes anti-piétonnières et de ce fait peu conviviales tout comme l'esclavage du bungalow énergivore et individualiste liant le prolétaire à l'endettement bancaire et à l'idéologie de la propriété privée.

Pour atteindre la cible supérieure d'une réduction de 40% du niveau de 1990 en 2020 assignée par le GIEC aux pays industrialisés, si ce n'est de 50% revendiquée par l'Appel des peuples de Cochabamba, la stratégie qui s'impose est d'abaisser rapidement et drastiquement l'usage des énergies fossiles. Au Québec, cet objectif signifie avant tout révolutionner d'ici 2020 le transport des personnes et des marchandises en substituant le transport collectif public électrifié au système individuel privé carburant au pétrole. Cette électricité supplémentaire proviendrait surtout de la conservation de l'énergie et de l'efficacité énergétique appliquées au chauffage des bâtiments, lesquels peuvent facilement y réduire de plus de 50% la consommation d'énergie, complété par le recours à l'éolien et au solaire d'origine public ou communautaire mais sans harnacher aucune nouvelle rivière.

¹ « *Année après année, notre parc automobile [au Québec] s'accroît de 100 000 véhicules. [...] prétendre réinventer cette ville par les transports collectifs, tout en s'appêtant à injecter trois ou quatre milliards de dollars dans la reconstruction de l'échangeur Turcot, dans la tunnellation de l'autoroute Bonaventure et dans la transformation de la rue Notre-Dame Est en autoroute urbaine. [...] À 8000 \$ chacun de coûts annuels, les automobiles et camions légers ajoutés sur les routes du Québec durant la première décennie de Kyoto ont représenté une dépense globale de 35 milliards de dollars. [...] nous pouvons briser le tabou de la motorisation en choisissant de plafonner le parc automobile à son niveau actuel, tout en investissant résolument dans les transports collectifs du XXI^e siècle.* » (Richard Bergeron, chef de Projet-Montréal, L'Aut'Journal, 26 août 2008)

10. Implanter sur cinq ans, pour être achevé en 2020, un programme d'infrastructures écologiques de 100 milliards \$ complété par des interdictions d'exploiter et d'utiliser les sources de gaz à effet de serre et sans bouleverser l'écosystème de nos rivières :

- a) Interdire au moins dans les grandes villes et leurs banlieues l'usage de l'automobile privée d'ici 2020, soit dans 10 ans, en passant par des étapes intermédiaires de restriction de la circulation automobile dans les centre-villes en commençant par les véhicules les plus énergivores et à densité de passagers les moins grandes**
- b) Construire un réseau de transport collectif urbain, électrifié et d'usage gratuit, qui assure d'ici 2020 au moins dans les grandes villes et leurs banlieues la totalité du navettage au travail et l'accès aux centres d'approvisionnement et de loisirs.² Assurer dans la période transitoire un réseau de parcs de stationnement incitatifs pour les banlieusards et de voies prioritaires pour le transport en commun**
- c) Développer d'ici 2020 un système de transport interurbain collectif, électrifié au maximum et bon marché, complété par un parc public ou communautaire de location d'automobiles hybrides puis électriques qui serait aussi disponible dans les grandes villes et leurs banlieues dans la période de transition**
- d) Interdire d'ici 2020 le transport des marchandises par camions à moins qu'ils ne soient à énergie hybride sinon totalement électrique et intégré à un réseau national et public de transport intermodal basé sur le cabotage maritime et le rail³**
- e) Interdire tout nouveau développement autoroutier dont le prolongement des autoroutes 25 et 50, qu'il faudra démanteler si elles sont achevées, et la conversion de la rue Notre-Dame en autoroute**
- f) Interdire dans les grandes villes et leurs banlieues la construction de logements détachés et même en rangée. En corollaire, interdire tout changement d'usage de terres agricoles et toute destruction des milieux humides et obliger le développement de tout terrain urbain vacant dans le cadre de la planification urbaine publique sous peine d'expropriation**
- g) Introduire un code du bâtiment qui rende obligatoire les technologies les plus efficaces de conservation de l'énergie et d'intégration du solaire passif et actif. En corollaire, former tout le personnel concerné aux nouvelles normes et aux nouvelles techniques**

² « *Gérald Tremblay a été très clair à l'effet que la réalisation de cette première ligne de tramway de 6 km, au coût estimé de 260 M\$, est conditionnelle à la participation financière du provincial et du fédéral. [...] Au début des années 60, Jean Drapeau a livré 26 km de métro et 26 stations en 4 ans à peine, avec l'argent et les ressources techniques de la Ville. [Selon Richard Bergeron] "Montréal n'était pas plus riche dans les années 60 qu'aujourd'hui, bien au contraire."* » (L'Aut'Journal, 11 juin 2008)

³ « *Les émissions de gaz à effet de serre émises par les poids lourds transportant des marchandises ont augmenté d'environ 18 Mt entre 1990 et 2006. Elles représentent maintenant le tiers des émissions de gaz à effet de serre issues du secteur du transport routier. [...] Selon une étude de 2001 de l'Office fédéral de l'efficacité énergétique, les camions de livraison en milieu urbain au Canada roulaient en moyenne avec une charge correspondant à 20,5 % de leur capacité.* » (Programme 2008 du Bloc québécois)

- h) Lancer, pour se terminer en 2020 ou avant, un programme de rénovation et d'élévation aux nouvelles normes de tous les bâtiments du Québec, en commençant par les institutions publiques et para-publiques, et sans pénaliser les locataires**
- i) Lancer une réforme de l'urbanisme qui assure la mixité des fonctions urbaines de sorte à maximiser les trajets pédestres et cyclistes et celle des relations ville-campagne de sorte à maximiser les marchés agricoles urbains et le jardinage urbain**
- j) Développer avec l'accord obligatoire et l'implication en termes d'emplois et de redevances des nations Cri, Innu et Inuit de vastes complexes publics de parcs éoliens articulés aux réservoirs hydrauliques nordiques et de la Basse Côte Nord**
- k) Interdire tout nouveau développement hydroélectrique, toute recherche et mise en service d'énergie fossile et radioactive dont les gaz de schiste, le pétrole dans le Golfe et les mines d'uranium et tout port méthanier dont Rabaska et Gros Cacouna**
- l) Interdire le développement du réseau de distribution de gaz naturel sauf comme mesure transitoire pour l'industrie en tant que substitut aux produits pétroliers et au charbon et seulement en cycle combiné**
- m) Démanteler à court terme la centrale nucléaire de Gentilly**
- n) Pour la période de transition, par mesure de sécurité économique, étant donné que le « pic » pétrolier a probablement été atteint ou le sera bientôt, et politique, étant donné la dépendance du Québec, exproprier les raffineries de pétrole – en compensation de la rente – et constituer une réserve pétrolière stratégique et faire des ententes d'État à État avec certains pays producteurs tels le Venezuela**
- o) Pour la gestion de la forêt :**
 - i. Interdire toute coupe dans la forêt boréale et dans les réserves fauniques**
 - ii. Enlever aux entreprises forestières tout droit de gestion sur la forêt en faveur de fermes forestières, familiales et coopératives, qui assureront la pérennité de la forêt dans le cadre d'un plan d'État géré régionalement et garantissant des prix permettant un salaire prolétarien médian à temps de travail équivalent**
 - iii. Tant la régie nationale que les régies régionales seront contrôlées par les représentants des fermes forestières, des syndicats des entreprises forestières, des nations autochtones et des gouvernements national et régionaux**
 - iv. La coupe forestière sera compatible avec les autres usages de la forêt et faite en priorité pour les matériaux de construction**
 - v. La publicité sur papier sera interdite y compris pour les entreprises étrangères achetant du papier québécois**
- p) Donner la priorité de la recherche-développement, à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables particulièrement dans le domaine du transport mais aussi du bâtiment, des procédés industriels et de l'agriculture**
- q) Réduire, ré-utiliser et recycler la totalité des déchets industriels et domestiques d'ici 2020 à charge des fabricants de sorte à fermer l'ensemble des sites d'enfouissement et à restaurer les anciens sites industrielles pollués**

4. Pour une souveraineté alimentaire libérée de l'agro-industrie

L'organisation mondiale Via Campesina, porte-étendard des paysans et des fermiers de gauche, oppose un modèle d'agriculture à la polluante et énergivore agro-industrie sous le vocable de « souveraineté alimentaire » à ne pas confondre avec autarcie alimentaire. La « révolution verte », qui a mondialisé le modèle agro-industriel propre aux pays impérialistes a certes causé une croissance phénoménale des rendements des sols et de la force de travail mais ce fut au prix d'une forte pénétration de l'agriculture par l'énergie fossile (mécanisation, engrais, pesticides, transport), tant et si bien que cette agriculture apparemment rentable a quand même un bilan énergétique fort négatif, sans compter un apport faramineux d'eau qui à maints endroits du monde vide les rivières et les nappes phréatiques. Finalement, elle épuise les sols qu'il faut de plus en plus artificialiser et elle favorise la concentration de la propriété étant donné l'intensité de capital requis.

La révolution verte a dissipé son potentiel d'efficacité tout en révélant son coût écologique et social. En témoigne la flambée des prix alimentaires mondiaux en 2008, et son cortège d'émeutes, envenimé par les coupures dans le soutien à l'agriculture des pays dépendants sous l'égide du FMI et par le nouveau marché des agro-carburants. Les catastrophes climatiques de l'été 2010 font maintenant grimper le prix du blé. Les transnationales de l'agro-industrie voudraient soi-disant relancer une deuxième révolution verte à coups d'OGM qui rendent encore plus dépendant des intrants énergivores, auxquels il faut ajouter les semences industrialisées, tout en étant une menace supplémentaire de pollution biologique.

La réalité du succès relatif de la révolution verte s'est toujours butée à un soutien étatique massif sous forme de subventions directes, dans les pays impérialistes et dans une moindre mesure dans les pays du BRIC et consorts, pour masquer la cherté implicite de la nourriture. Cette réalité a toujours été un os dans la gorge du néolibéralisme comme l'a démontré le goulot d'étranglement de l'agriculture dans toutes les négociations des traités de libre-échange. Il ne faut pas s'en surprendre : le prix de la nourriture est le déterminant essentiel du prix de la force de travail, et de ce fait une arme stratégique des conflits inter-impérialistes et entre ceux-ci et le BRIC. Pour la grande majorité du prolétariat mondial, la part du budget alimentaire est déterminante. L'apparence statistique contraire dans les pays impérialistes, à en juger par l'éventail des dépenses de consommation, vient du fait que le revenu du fermier est massivement soutenu pour garder les prix bas et qu'à contrario le prix du logement est gonflé par la rente foncière ou par le duo énergivore auto-bungalow.

Comme pour son bilan énergétique, le bilan économique de l'agro-industrie est en dernière analyse négatif. Ce bilan apparaît positif parce que le transfert de valeur au secteur non-agricole mondial qui baisse la valeur de la force de travail non-agricole tout en rentabilisant la grande propriété foncière et les transnationales de l'import-export a comme contrepartie la très basse rémunération du paysan prolétaire ou petit propriétaire des pays dépendants soumis au FMI laquelle rémunération bien souvent n'est pas suffisante pour reproduire sa propre force de travail. Tandis que pour la production agricole capitaliste et la petite production capitalisée des pays impérialistes et jusqu'à un certain point du BRIC, c'est plutôt un soutien étatique massif qui assure la rentabilité du secteur agricole. Ce jeu de balance contradictoire entre le Nord et le Sud est rendu nécessaire parce que le marché mondial des céréales, lequel détermine un prix mondial unique, doit s'ajuster aux rapports de force différenciés tant internes qu'externes, lesquels sont favorables aux fermiers vis-à-vis des paysans et aux grandes puissances vis-à-vis les autres pays. (Par contre, le bas prix relatif des produits tropicaux repose seulement sur la très basse rémunération des paysans du Sud.)

Cependant, au Québec, les produits agricoles ne faisant pas l'objet de commerce mondial et étant secondaires dans le panier du consommateur, voient plutôt leur prix soutenus par une politique de quotas laquelle refile directement la facture aux travailleurs-consommateurs sans passer par le budget de l'État (mais nécessite sa réglementation). Au Québec donc, la politique de soutien du lait, principale production québécoise, est fort différente de celle du porc vendu mondialement. Pendant que la volatilité des prix mondiaux favorise les « intégrateurs » qui réduisent les fermiers à la sous-traitance par manque de capitaux sans toutefois leur enlever le risque de marché, les quotas, « *l'une des plus lourdes hypothèques qui pèsent sur l'agriculture québécoise* » (Rapport Pronovost), lestent de 60% la valeur marchande de la ferme laitière moyenne, ce qui handicape tant les investissements productifs que la relève.

En résulte un « *endettement sans précédent des agriculteurs* », relativement plus important de 50% qu'en Ontario et plus du triple qu'aux États-Unis et qui « *a doublé au cours des dix dernières années* », ce qui provoque « *la baisse des revenus agricoles* ». Cette baisse a obligé les ménages agricoles, particulièrement la conjointe, à travailler à l'extérieur de la ferme pour les deux tiers de leurs revenus afin de se maintenir à flot. Une ferme familiale québécoise endettée par-dessus la tête ne sera pas en mesure de se lancer dans une révolution agro-écologique.

Le corollaire de l'endettement est la concentration des fermes : « *Les fermes ayant des revenus de 100 000 \$ et moins, soit près de 20 000 fermes [les deux tiers des fermes existantes], génèrent [seulement] 10 % des revenus bruts globaux.* » (Michel Morisset, Université Laval). On peut être certain que les grandes fermes, qui bénéficient le plus des subventions et/ou des quotas, comme la tour de Pise penchent du côté du statu-quo agro-industriel. La conséquence en est que l'Union des producteurs agricoles (UPA) a fortement tendance à se crispier dans la défense des acquis, à freiner l'éco-conditionnalité et à ossifier sa direction des plans conjoints de mise en marché qui financent ses fédérations spécialisées. Et on n'a pas encore abordé le problème crucial de l'hyper-concentration de la distribution — trois distributeurs dont deux hors Québec contrôlent de 90 à 95% du marché — et à peine à celui de la transformation aussi passablement concentrée.

Sans une remise en cause de l'endettement des fermes familiales et de leur concentration/transformation en fermes capitalistes, de la monopolisation des industries en amont et en aval de la production agricole, et sans remise en question des modes de consommation et d'habitation, y compris les rapports ville-campagne, on sera coincé entre le Charybde du libre-échange et le Scylla du protectionnisme. Historiquement, le recours aux coopératives dans un environnement capitaliste a été un échec. Desjardins, Coop fédérée/Olymel et Agropur participent comme les autres banques et autres fournisseurs à l'étouffement de la ferme familiale, sans compter leur anti-syndicalisme notoire.

11. Libérer les fermes familiales et coopératives de l'emprise du capital financier et des transnationales de l'agro-industrie :

- a. Un moratoire sur le remboursement de la dette des fermes familiales et coopératives**
- b. Une re-nationalisation des quotas avec compensation au coût d'achat moins la dette due, jusqu'à un seuil maximum**
- c. Une généralisation des quotas à l'ensemble de la production, leur émission en quantité suffisante pour répondre aux besoins sociaux et leur distribution démocratique en fonction de créer des fermes**

familiales et coopératives de grandeur optimum découlant d'une conception agro-biologique de l'agriculture

d. Interdire l'intégration

12. Transformer 50% des surfaces agricoles d'ici 2020 en agriculture biologique par un plan décidé et géré démocratiquement et soutenu financièrement par l'État sans endettement :

- a. Maximiser l'autonomie de la production céréalière, de légumineuses et maraîchère du Québec, y compris celle en serre, tout en visant un équilibre des importations et des exportations dans le domaine alimentaire**
- b. Transformer la Financière agricole en une organisation contrôlée par les représentantes des producteurs, des consommatrices-travailleuses, des groupes écologistes et du gouvernement laquelle organisation élaborerait un plan agricole à être approuvé par référendum après avoir été révisé par le parlement et qui ensuite présiderait à son exécution dont la gestion du financement des producteurs et de ses critères, et de la distribution des quotas**
- c. Substituer aux engrais, herbicides et pesticides chimiques des engrais organiques et biologiques et un supplément de main d'œuvre dont on facilitera la mobilisation (congé scolaires et libération du travail), y compris en milieu urbain, tout en régulant les salaires, qui pourront être payés par les employeurs non-agricoles, et les conditions de travail**
- d. Moratoire sur la production, l'utilisation et la consommation des OGM tant qu'elles seront sous le contrôle des transnationales agro-industrielles**
- e. Établir des groupes-conseils encadrant toutes les fermes et contrôlés par les agriculteurs dans la cadre du plan étatique tout en interdisant les conseillers des banques et des transnationales**
- f. Minimiser la consommation de viande, de sucre, de sel et de gras par un intense programme d'éducation (publicité, écoles et collèges, magasins d'alimentation) appuyé par une politique de prix dissuasive (taxation supplémentaire des produits nocifs et, en contre-partie, subvention des produits biologiques) et par un programme de recherche-développement à l'avenant y compris pour des recettes nouvelles**
- g. Interdire le *fast food* et tout produit transformé assimilé sur la base de critères en teneur de sucre, sel et gras**

13. Contrôler les transnationales en amont et en aval de la ferme familiale :

- a. Donner le monopole des achats d'intrants et d'extrants à la Coop fédérée, à Agropur et aux fédérations de producteurs**
- b. Démocratiser la Coop fédérée, Agropur et les fédérations de producteurs en donnant une place en leur sein aux représentantes des consommatrices-travailleuses, des mouvements écologistes et des gouvernements en plus de ceux des producteurs et en les obligeant à faire un rapport public annuel à être débattu et approuvé au Parlement**
- c. Obliger les trois grandes chaînes d'alimentation :**

5. La solidarité prolétarienne en lieu de la « consommation de masse »

Ce programme écosocialiste ne sera pas mis en place par les partis néolibéraux de l'Assemblée nationale et sera saboté à chaque instant par le Conseil du patronat, les Chambres de commerce, les nombreuses associations de gens d'affaires, les corporations professionnelles quand ce ne seront pas par l'appareil judiciaire et la répression policière à la manière du G-20 de Toronto, en un mot par la bourgeoisie, ses partis et son État. Pour l'imposer et l'appliquer, jusqu'à et y compris par des grèves de solidarité et des grèves générales, il faudra au prolétariat le temps libre de la démocratie et de la mobilisation, y compris les libertés syndicales afférentes, au lieu de perpétuer l'aliénation du travail salarié pour produire une « consommation de masse » polluante, anti-santé, individualiste et vite obsolète. Veut-on vivre pour consommer ou consommer pour vivre ? *That is the question.* Ceci dit, vivre c'est aussi travailler mais pas un travail aliénant pour les profits du patron et pour les guerres de leur État.

Depuis la Deuxième guerre mondiale, la productivité du travail a été multipliée par trois mais le temps de travail normal a à peine été réduit du tiers. Cette hausse phénoménale de la productivité du travail à peine compensée par le temps libre a non seulement permis l'orgie aliénante et polluante de la « consommation de masse » mais elle a aussi été l'occasion de fermetures de lieux de travail et de congédiements massifs, particulièrement pendant les crises économiques. Il s'agit la plupart du temps non de classiques banqueroutes mais de dites « rationalisations » ou « délocalisations » par des entreprises rentables, souvent suite à des acquisitions et à des fusions. Faire de fiers prolétaires des « morts vivants » (Félix Leclerc) à la marge de la société pour une poignée de dollars supplémentaires est particulièrement barbare. Ce crime ne se rachète pas par des larmes de crocodiles et encore moins par des comités de reclassement ou un chèque de séparation. Le droit de travailler, en fait sa nécessité sociale, est fondamental car il n'y a pas de création de richesse sans travail en autant qu'il se combine harmonieusement avec les écosystèmes.

Cette hausse de la productivité sans baisse significative du temps de travail pour l'amour de l'accumulation du capital fait en sorte qu'une bonne moitié de la population mondiale — trois milliards de personnes — n'arrive pas à combler leurs besoins légitimes de nourriture, d'habillement, de logement, de transport et de loisir. Dramatiquement, le système de « consommation de masse » est pour l'heure le seul système réellement existant apte à combler ces besoins. On ne peut reprocher au prolétaire chinois d'aspirer au consumérisme des « classes moyennes » occidentales ou japonaises alors que la nouvelle bourgeoisie chinoise ne leur offre que ce modèle éco-destructeur. Le quart le plus pauvre de la population québécoise y participe à la marge souvent par ses pires aspects comme le *fast food* qui rend obèse et malade, les *minounes*, les plus polluantes des automobiles, et les logements les plus mal isolés. Ce prolétariat pauvre n'a pas besoin d'un parasite revenu de citoyenneté, pâle image déformée des revenus spéculatifs du capital dont le but est de l'intégrer à l'économie de marché aux dépens des services publics, mais de contribuer à la société par un travail digne et socialement utile.

Il ne s'agit pas de prôner l'appauvrissement général pour sauver la planète, ce que suggère le terme de « décroissance », mais plutôt de mieux vivre, de mettre en place le temps du « *bien vivre* » proposé par les peuples autochtones des Amériques. Non seulement la production d'armements, de publicité et de marketing, de *fast food*, d'automobiles, de bungalow et de système autoroutier doit-elle décroître mais elle doit tendre à disparaître ou atteindre un plancher très bas. Par contre, la production de services publics (santé, éducation, garderies, culture mais aussi transport et logement collectifs, efficacité

énergétique et énergie renouvelable, et de nourriture biologique subventionnée) gratuits ou bon marché et financés par un impôt très progressif doit croître à grande vitesse.

Le « *bien vivre* » s'applique particulièrement aux femmes du Québec qui doivent prendre la relève des soins aux malades et aux personnes âgées dans le cadre du travail gratuit de l'esclavage domestique sans compter leur salaire inférieur à ceux des hommes à équivalence égal. Après s'être esquivées à élever les enfants du *baby boom*, voilà qu'elles vont les retrouver vieux et malades. Le capitalisme néolibéral se montre incapable de répondre adéquatement aux nouveaux besoins en services requis par les peuples des pays impérialistes, sauf pour les plus riches qui peuvent se les payer. Pour le prolétariat restent d'amputés services publics et programmes sociaux complétés, comme prix de consolation, par une « économie sociale », service social minimum pour le prolétariat pauvre par des employées, très majoritairement des femmes, pauvrement payées. Au Québec, l'économie sociale n'est pas autre chose que la renaissance de la bonne vieille charité chrétienne de l'époque de la « Grande noirceur ».

L'habileté politique de la bourgeoisie a été d'utiliser la société de « consommation de masse » pour étouffer par l'endettement et pour polluer idéologiquement par la mentalité mesquine de la petite propriété les couches supérieures et moyennes du prolétariat. Par cette habile manœuvre, la bourgeoisie les a transformées en « classes moyennes » à l'image de la petite bourgeoisie de cadres et de professionnels. Pendant que la bourgeoisie accumule du capital et du pouvoir, les « classes moyennes » accumulent des biens durables et des créances pour assurer leurs vieux jours... et des dettes à l'avenant. C'est ce modèle de l'American Way of Life, mis au point dans les années 20 aux ÉU, qui est au bout du rouleau, qui éclate dans la crise économique et écologique, et qui doit être remplacé par une économie de services publics au demeurant peu polluante et créatrice de riches rapports sociaux.

L'endettement privé a enchaîné le prolétaire au capitalisme financier. L'échéance inéluctable du paiement de l'hypothèque enlève beaucoup de marge de manœuvre au gréviste ou au prolétaire voulant se recycler sans compter que l'hypothèque en fait un spéculateur immobilier malgré lui car l'aisance de ses vieux jours dépend en grande partie de la valeur de son logement. La bonne performance des marchés financiers préside de plus en plus à l'importance de sa pension. Même le salaire des employées de l'État pourrait être, au Québec, fonction de la croissance du PIB, donc de la gestion capitaliste de l'économie.

La dictature du capital ne s'arrête pas à l'endettement des prolétaires et des fermes familiales mais il s'étend à celle de l'État :

« La dette publique est la conséquence directe de politiques budgétaires et fiscales favorables aux classes sociales aisées et aux grandes entreprises. En réduisant l'implication de l'État et les contributions payées par les plus riches, elles ont creusé les déficits publics, alors que les besoins sociaux du plus grand nombre étaient de moins en moins satisfaits. Les bénéficiaires de ces largesses fiscales et sociales ont pu dégager une épargne dont ils n'avaient pas besoin. Ils en ont profité pour accroître leur fortune, dont ils ont placé une partie en juteuses obligations d'État. Cela leur a permis d'être gagnants sur les 2 tableaux : moins d'impôts à payer et une rente garantie perçue sur les dettes publiques. En d'autres termes, les gouvernements, par des lois fiscales successives, ont permis aux entreprises, nationales ou étrangères, de renforcer leur position de créanciers des États et de les rendre capables d'exercer un chantage sur les pouvoirs publics tout en faisant des gains substantiels. »
(CADTM, 26 août 2010)

L'alternative écologique au modèle « consommation de masse » pour « classes moyennes » c'est la solidarité prolétarienne du plein emploi sur la base du temps de travail réduit sans diminution du pouvoir d'achat. La sécurité prolétarienne qui en découle se cristallise non dans des bungalow, des autos et un risqué portefeuille mobilier mais dans le développement

de services publics gratuits et des programmes d'assurances sociales y compris l'assurance vieillesse par répartition du revenu national par l'intermédiaire de la fiscalité.

- 14. Diminuer immédiatement la semaine de travail à 35 heures tendant rapidement vers 32 heures sans diminution du salaire réel et avec emploi compensatoire. Augmenter les vacances à un mois dès la première année de service tendant vers six semaines d'ici 2020. Augmenter substantiellement les congés parentaux. Continuer à réduire le temps de travail jusqu'à l'atteinte du plein emploi**
- 15. Tous les postes à temps partiel et saisonniers devront être convertis en poste à temps complet toute l'année à moins d'exceptions consenties par un comité paritaire gouvernement-syndicat-employeur et en autant que les prolétaires concernées y consentent librement ou soient pourvus d'une deuxième emploi complémentaire**
- 16. Les équités salariales tant pour les femmes que pour les nationalités, surtout non-blanches, doivent être atteintes d'ici 2020**
- 17. La syndicalisation et le droit de grève seront facilités par**
 - a. l'interdiction de toute intimidation des militantes syndicales en particulier pour la formation d'un syndicat**
 - b. l'interdiction des lock-out et de l'embauche de briseurs de grève y compris en dehors des lieux de travail habituel**
 - c. le droit de faire des grèves de solidarité**
 - d. la possibilité de syndicats multi-patronaux pour les succursales, les franchise et les sous-traitants d'une même entreprise**
- 18. Instaurer un salaire minimum de 50% plus élevé que le seuil de faible revenu de Statistique Canada, soit 18.00\$ l'heure pour une personne seule dans une grande ville sur la base d'une semaine de 35 heures, payé à la fois par l'employeur et par une caisse de compensation financée par l'ensemble des entreprises pour payer le supplément dû au nombre de dépendants**
- 19. En cas de fermetures de lieux de travail et de congédiements pour manque de travail, même individuel :**
 - a. Pour une entreprise rentable, les salaires et pensions des prolétaires concernés seront pleinement pris en charge par l'employeur sous peine d'expropriation partielle ou totale de ses actifs, en commençant par les plus rentables, et/ou de se voir fermer partiellement ou totalement l'accès au marché québécois**
 - b. Pour une entreprises non-rentable, les concurrents ou à défaut le secteur concerné ou à défaut l'ensemble des entreprises privées prendront entièrement à leurs charges les salaires et pensions des prolétaires concernés**
 - c. Si un groupe de prolétaires veut s'organiser en coopérative, les entreprises responsable ou bénéficiaire de la fermeture devront leur accorder une subvention de départ, les financer au taux du marché et garantir leur mise en marché à prix concurrentiel**
- 20. Augmenter immédiatement les dépenses dans les services publics et les programmes d'assurance sociale d'au moins 10 milliards \$ par année**

- a. **Arrêter toutes les privatisations, y compris les PPP, et annuler celles en cours et déjà faites. Instaurer la gratuité mur à mur dans tous les services publics y compris les soins dentaires et oculaires, les frais de scolarité universitaires, les frais de garderies et dans le transport public et l'électricité de base, sans trucage genre frais afférents**
 - b. **Bonifier les services publics suffisamment pour éliminer les listes d'attente anormales, particulièrement dans les garderies et le système de santé, tout en offrant la meilleure technologie disponible et une qualité élevée de prestation en termes de ratios et de soutien auxiliaire**
 - c. **Construire 10 000 logements sociaux et écologiques par année**
 - d. **Des programmes d'assurance chômage et d'assurance accident qui garantissent 80% du meilleur salaire brut antérieur sur une période indéfinie**
 - e. **Le remplacement complet et immédiat du système des fonds de pensions capitalisés tant privés, y compris les REER, et étatiques, y compris les fonds gérés par la Caisse de dépôt et de placement, et de tous les abris fiscaux qui y sont attachés, par un système par répartition financé à même les impôts, à l'image du système des pensions de vieillesse du gouvernement fédéral, mais à hauteur de 80% du meilleur salaire brut antérieur à 65 ans, âge qui devra être réduit graduellement à 60 ans d'ici 2020**
 - f. **Un revenu minimum garanti indexé au niveau du seuil de faible revenu de Statistique Canada (ex. 1800 \$ par mois pour une personne seule dans une grande ville) pour tous les sans travail et les sans bénéficiaires d'une assurance sociale**
- 21. Faire une réforme fiscale dont le but est de financer la totalité des infrastructures écologiques de même que les services publics et les programmes sociaux nécessaires à instaurer une solidarité prolétarienne battant en brèche la consommation de masse**
- a. **Libérer le budget de l'État de la mainmise du capital financier par l'entremise de la dette publique par un moratoire sur le paiement de cette dette, sauf pour les petits épargnants, jusqu'à la réalisation du plein emploi et d'un audit public sur la pertinence de cette dette**
 - b. **Partir du principe que si le capital a les moyens de prêter à l'État, il les a pour payer davantage d'impôts en commençant par**
 - i. **un impôt très progressiste sur la richesse accumulée, y compris sur l'héritage, au-delà de un million \$**
 - ii. **une hausse substantielle de la progressivité de l'impôt sur les revenus au-delà de 100 000 \$ l'an**
 - iii. **un impôt sur l'achat de produits luxueux en commençant par les habitations sur-dimensionnées et les véhicules individuels**
 - iv. **une lutte de tous les instants contre la fraude fiscale des entreprises et des riches et non pas celle des gagne-petit**
 - c. **Libérer les prolétaires du fardeau de la dette hypothécaire (et des loyers élevés) en limitant le service de la dette hypothécaire ou le loyer à 20% du revenu net du ménage**

6. À des crises mondiales, une solidarité mondiale

La crise climatique est mondiale, on le sait depuis longtemps. La crise économique l'est aussi devenue depuis peu et le deviendra davantage quand le BRIC aura à son tour épuisé les potentialités de l'endettement sur la base d'une distribution très inégalitaire des revenus et de déprédations écologiques bien pire que celles des pays impérialistes. Le cadre libre-échangiste de l'OMC et de l'ALÉNA, et pour les pays dépendants du FMI qui profite de la crise pour reprendre du poil de la bête, invite à des solutions compétitives aux dépens des autres nations jusqu'à et y compris la guerre que les pays impérialistes gèrent en commun, malgré leurs rivalités, à travers l'OTAN et le Conseil de sécurité de l'ONU, et dans le cas du Canada et des EU, de NORAD. Cette compétition se ressent jusqu'au sein d'un même État, par exemple l'Ouest canadien qui impose une valorisation du huard au détriment de la manufacture de l'Ontario et du Québec mais en partageant à peine sa rente pétrolière.

C'est cette course vers le fond du baril (*race to the bottom*) instaurée par la loi de la concurrence dans un contexte libre-échangiste qui explique les fondements de la crise économique, laquelle est en dernière analyse une crise de surproduction mondiale envenimée par la crise financière. Une réponse prolétarienne ne peut que faire appel au renforcement de la solidarité des peuples. Les accords de libre-échange n'ont qu'un seul but, la libre circulation des capitaux, que ce soit sous forme d'argent ou de marchandises, au seul bénéfice des pays impérialistes contre les pays dépendants, de la bourgeoisie contre le prolétariat. On ne peut pas les atténuer par des accords parallèles sur l'environnement et sur le travail car ces règles seraient appliquées par les renards gérant le poulailler. Le FMI ne sera jamais qu'un préfet de discipline des intérêts de l'impérialisme même s'il met de l'eau dans son vin pour le re-corsier à la première occasion.

La satisfaction pressante des besoins de la moitié pauvre de la planète doit être satisfaite dans le cadre nouveau du *bien vivre*. Étant donné le pillage systématique économique, écologique et culturel des pays dépendants et émergents dans le système-monde capitaliste depuis un demi-millénaire, cette révolution du vivre ensemble suppose un transfert massif et gratuit de ressources, en commençant par l'annulation des dettes publiques et la mise à niveau des dettes privées, dans le cadre d'un système mondial de totale libre circulation des personnes, y compris pour résidence permanente, et des idées, y compris des technologies, particulièrement des technologies vertes dont le transfert aux pays du Sud doit être gratuit.

Par contre, le libre-échange des capitaux et des marchandises, le plus souvent asymétrique en faveur des pays impérialistes, doit être aboli et ces flux démocratiquement contrôlés dans le cadre d'institutions internationales et du respect de la souveraineté des peuples. Faut-il ajouter que ce transfert, loin d'appauvrir les peuples des pays impérialistes, les enrichira matériellement et culturellement à coup de réduction drastique de dépenses militaires et sécuritaires et d'échanges économiques et culturels.

Toute cette architecture libre-échangiste et guerrière ne peut qu'être abolie. Elle doit être remplacée par une architecture basée sur des échanges commerciaux réciproquement avantageux, non basés sur les prix mondiaux, dont l'ALBA est la prémisse même si elle fait actuellement du sur place. Par la Banque du Sud en gestation en Amérique du Sud, un regroupement des réserves de changes et un financement commun de projets bénéficiant aux peuples et à la solidarité entre nations participantes seraient possibles. Un Québec indépendant appuierait à fond les recommandations du GIEC. Ayant l'expérience de l'oppression nationale, il appuierait les luttes de libération nationale des peuples victimes de guerre et d'occupation par les pays impérialistes dont en premier lieu les peuples irakien, afghan et palestinien.

- 22. Se retirer de tous les accords de libre-échange, tels OMC et ALÉNA, et de tous les accords militaires, tels OTAN et NORAD et prôner leur disparition de même que pour le FMI et la Banque mondiale. Entreprendre des démarches pour se joindre à l'ALBA et à la Banque du Sud. Établir des ententes commerciales et financières bilatérales réciproquement avantageuses avec les États qui le veulent**
- 23. Prôner la transformation de l'Assemblée générale de l'ONU en parlement mondial de deux chambres élues, l'une sur la base d'une personne, un vote, l'autre sur la base de l'égalité des nations y compris des nations sans État. Ce parlement et les commissions et institutions sous son contrôle se substitueraient aux institutions de Bretton Woods et aux accords de libre-échange. Abolir le Conseil de sécurité en commençant par les droits de veto**
- 24. Au nom de la dette historique et écologique de l'impérialisme, abolir la dette extérieure des pays dépendants et obliger les transnationales à transférer gratuitement des technologies vertes vers les pays du Sud**
- 25. Souscrire aux objectifs maximaux du GIEC étant donné l'aggravation de l'effet de serre au-delà des pronostics du rapport de 2007 et chercher à former un front commun des États pro-GIEC dans le cadre de « l'Accord des peuples » de Cochabamba et participer, le cas échéant, au référendum mondial et au Tribunal international pour la justice climatique et environnementale proposés**
- 26. Exiger le retrait total et immédiat des armées d'occupation de l'Irak, de l'Afghanistan et de la Palestine, y compris de Jérusalem-Est, de même que le droit au retour des réfugiées.**
- 27. Dans le cadre d'un Québec sans armée, convertir ce qui serait le budget militaire en fonds de recyclage de l'industrie militaire et en fonds de solidarité pour la reconstruction des pays dévastés par la guerre et l'occupation au moins à hauteur de 1% du PIB.**